

Déclaration commune de la FSU et de l'UNSA éducation

CDEN de l'Ain du 24 avril 2020

Les annonces de réouvertures progressives à partir du 11 mai des établissements scolaires, qui sont des lieux de forte circulation du virus, nous inquiètent fortement.

Le risque de rebond de l'épidémie est d'autant plus réel que le déconfinement sera précoce, comme nous le constatons malheureusement en Asie. Comment procéder à la réouverture des établissements, notamment des écoles où il ne sera pas possible de faire respecter les gestes barrières et la distanciation à de très jeunes élèves ? Comment respecter la distanciation à 35 élèves dans une même classe en collège et lycée ? Quelles seront les conditions de l'échelonnement de la reprise ? Quel matériel sera mis à disposition des élèves et des personnels ? Comment désinfecter les lieux scolaires plusieurs fois par jour ? Quelles sera l'ampleur du dépistage par des tests ? Quid des personnels « à risque » ? Autant de questions qui auraient mérité des réponses et une réelle concertation avant l'annonce aventuriste de réouverture des établissements le 11 mai. Et une absence de réponses précises qui témoigne d'une gestion de crise de plus en plus inquiétante... Après les mensonges sur les masques et les tests, le gouvernement va-t-il feindre d'ignorer les enjeux sanitaires d'une reprise scolaire prématurée ?

Pour nos organisations, il s'agit d'une décision essentiellement dictée par des intérêts économiques, alors que la protection des élèves et des personnels doit rester la priorité absolue.

C'est uniquement si certaines conditions sanitaires sont respectées, avec l'aval la communauté scientifique et médicale, que les écoles pourraient être ré-ouvertes.

Des préalables

- Proposer à tous les personnels (enseignant-es, AESH, AED, ATSEM...) comme aux élèves la possibilité d'un test de dépistage sérologique pour déterminer qui a été contaminé et qui est susceptible de l'être,
- Déterminer un protocole national en cas de contamination d'élèves et/ou de personnels pouvant conduire à la fermeture de l'école ou des établissements,
- Mettre à disposition des masques en quantité suffisante, du savon, et du gel hydro-alcoolique, des serviettes et des mouchoirs jetables,
- Désinfecter avant chaque changement de groupe les locaux et le matériel scolaire collectif,
- Élaborer avec les collectivités locales et l'aide des acteurs de prévention, dont les CHSCT, des modalités précises d'organisation des écoles et établissements, adaptées à de jeunes enfants pour tous les moments de la journée en fonction des locaux. Comment organiser la cantine, les récréations, le transport scolaire, l'accueil des parents, la garderie, l'échelonnement de l'accueil et de la sortie des élèves... ?

- Les équipes devront disposer d'un temps, suffisamment long et institutionnalisé, pour travailler à cette organisation en lien avec les autres personnels (ATSEM, AESH...).

Du côté des élèves

- Retour progressif en commençant par les plus âgés. Cela permettra d'analyser les obstacles à une école sous pandémie.
- Limiter drastiquement le nombre d'élèves accueilli-es en même temps dans l'école afin que les règles de distanciation sociales puissent être respectées dans la classe et dans tous les lieux de vie de l'école. (préaux, cantine, garderie, transports en commun...). Cette limitation devra être adaptée en fonction de la configuration des locaux et notamment du nombre de sanitaires disponibles.
- En élémentaire un maximum de 10 élèves par classe doit être appliqué.
- En maternelle, la question du retour à l'école des enfants se pose. Comment les accueillir, même en petits groupes, tout en respectant ces mêmes règles ?

Du côté des personnels

- Les personnels dit « fragiles » et/ou à risque, pour eux-mêmes ou pour leur entourage familial, ne pourront être présents au sein des écoles ou établissements.
- Certains devront régulièrement garder leurs enfants quand ces derniers ne seront pas accueillis à l'école.

La période de retour à l'école ne peut en outre aucunement s'accompagner de pressions sur le programme. Rappelons que, si l'école à la maison n'était pas l'école, l'école sous pandémie ne sera pas davantage l'école.

Seule la santé de toutes et tous doit guider le processus de déconfinement. Il doit, dans la logique du confinement lui-même, d'abord répondre aux enjeux sanitaires de la propagation du Covid19 et viser la protection des populations.